



HAL
open science

Social Housing in 21st Century Venezuela: The state after the disaster

Yaneira Wilson

► **To cite this version:**

Yaneira Wilson. Social Housing in 21st Century Venezuela: The state after the disaster. Les Cahiers de la recherche architecturale, urbaine et paysagère, 2020, 10.4000/craup.4903 . halshs-03600816

HAL Id: halshs-03600816

<https://shs.hal.science/halshs-03600816>

Submitted on 7 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le logement social au XXI^e siècle au Venezuela : l'État après la catastrophe

Social Housing in 21st Century Venezuela: The state after the disaster

Yaneira Wilson



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/craup/4903>

DOI : 10.4000/craup.4903

ISSN : 2606-7498

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Yaneira Wilson, « Le logement social au XXI^e siècle au Venezuela :

l'État après la catastrophe », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère* [En ligne], 8 |

2020, mis en ligne le 05 novembre 2020, consulté le 08 novembre 2020. URL : [http://](http://journals.openedition.org/craup/4903)

journals.openedition.org/craup/4903 ; DOI : <https://doi.org/10.4000/craup.4903>

Ce document a été généré automatiquement le 8 novembre 2020.



Les Cahiers de la recherche architecturale, urbaine et paysagère sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

Le logement social au XXI^e siècle au Venezuela : l'État après la catastrophe

Social Housing in 21st Century Venezuela: The state after the disaster

Yaneira Wilson

Introduction

- 1 L'année 1999 voit l'arrivée d'Hugo Chavez au pouvoir. La politique qui se met alors en place au Venezuela vise la création d'une société émancipatrice, révolutionnaire et anticapitaliste. Elle proposera quelques années plus tard la création d'un socialisme du XXI^e siècle incarné par un « homme nouveau » symbole de la révolution bolivarienne. Avant sa mort en 2013, Hugo Chavez confie le rôle de président à Nicolas Maduro, alors ministre des Affaires étrangères. Vingt ans plus tard, le pays profondément transformé subit une très grave crise généralisée, en raison de la chute des cours de pétrole sur lesquels repose l'économie. L'inflation explose et le PIB diminue de moitié entre 2013 et 2018. Depuis 2015, parmi les 30 millions d'habitants que compte le pays, 5,4 millions ont émigré selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés¹.
- 2 C'est dans ce contexte, en 2011, qu'est lancé le programme de logement social Gran Misión Vivienda Venezuela (GMVV), à la suite d'une succession d'événements climatiques. Des milliers de familles et notamment les plus défavorisées sont touchées par une série de catastrophes : fortes pluies, sécheresse, glissements de terrain. Pour la première fois émerge une initiative de construction de masse sur tout le territoire, avec une contrainte inédite de célérité : 3 millions de logements à produire en dix ans, soit 300 000 logements par an, pour un parc immobilier national évalué à l'époque à 8,2 millions de logements.
- 3 Cet article étudie l'écart entre le discours politique d'un régime qui s'estime révolutionnaire et innovateur et ses choix architecturaux, finalement très

conventionnels. L'article analyse cette politique de logement productiviste, dont la particularité est de mobiliser une esthétique singulière et un « marketing politique » qui véhicule des symboles idéologiques visibles sur le terrain. Cette recherche se base sur une série de 50 entretiens, d'observations *in situ* auprès d'habitants et d'experts entre 2014 et 2019, ainsi que sur une analyse de la documentation administrative et politique. Ce matériel a permis d'une part d'identifier les acteurs de cette démarche étatique, qu'ils soient publics, privés, citoyens, locaux ou internationaux, et de comprendre leurs interactions et leurs formes d'organisation ; et d'autre part, de comprendre par une lecture typologique (mode de construction, structure, façade) le type de bâtiment produit par cette même démarche de construction massive dédiée aux personnes fragiles et aux territoires vulnérables.

Les origines de la Grand Mission Logement Venezuela

- 4 Certains auteurs définissent la révolution bolivarienne comme un processus d'inspiration marxiste dont l'intention est de parvenir à une société socialiste, encadrée par un nouveau modèle d'État libéral et démocratique². D'autres la caractérisent comme une recherche d'initiatives et d'organisations locales³, fondée sur un nationalisme révolutionnaire⁴ dont le fer de lance est le gouvernement⁵. Ce modèle révolutionnaire promeut la participation citoyenne et propose la démocratie participative comme mode de gouvernance. Pour incarner le projet politique, Hugo Chavez invite le peuple à devenir « communard » dans la « commune »⁶ (représentées par le pouvoir populaire), sur proposition de l'État Communal dans le cadre du Socialisme du XXI^e siècle. Ainsi, selon la Loi organique des communes de 2010⁷, le pouvoir populaire exprime l'exercice plein de la souveraineté par le peuple dans les domaines politique, économique, social, culturel, environnemental, international. Ce type d'organisation propose de conférer au peuple une forte autonomie à partir du local, de l'échelle régionale à l'échelle nationale.
- 5 Dans ce cadre, l'État s'intéresse particulièrement aux territoires vulnérables. Le Venezuela est sujet à des événements climatiques récurrents : fortes pluies, inondations et glissements de terrain, sécheresses, tremblements de terre... Chaque nouvelle catastrophe laisse son empreinte. Un des événements les plus importants des trente dernières années, la « tragédie de Vargas », le 15 décembre 1999 dans l'État de Vargas⁸, a entraîné le décès de 15 000 à 30 000 personnes, laissé 273 000 sinistrés et endommagé 64 000 logements⁹. Dans ce contexte déjà chaotique, les épisodes pluvieux de 2011 ont aggravé la situation, plongeant les habitants dans une extrême vulnérabilité. Ceci a d'autant plus été dommageable que depuis les années 1950, le tissu urbain de la métropole du Grand Caracas est caractérisé par des « logements informels » résultant de l'exode rural. Ces conditions météorologiques ont fortement marqué le territoire national, notamment sur ce type de tissu urbain. Elles ont violemment affecté la population, tant psychologiquement que physiquement. Des milliers de personnes ont perdu leur foyer et sont devenues des réfugiés climatiques, auxquels la GMVV s'est fait un devoir de répondre. En définitive, la GMVV s'inscrit à la fois dans une volonté de donner plus de pouvoir au « peuple » et de lui fournir des logements décents.

Figure . Logements informels ou « ranchos » à Caracas, barrio Santa Cruz.



© Yaneira Wilson, 2019.

Des nouveaux modes de production avec un rythme de construction très élevé

- 6 Avant 2011, le Venezuela ne disposait pas d'un « appareil de production » en capacité de construire rapidement et massivement des logements. Les procédures opérationnelles de construction étaient assez atypiques par rapport au contexte : aucun appel à projets et des marchés publics par adjudication directe. La situation de crise a provoqué la mise en place d'un mode de production nouveau, sans précédent dans le pays. En 2011, après un état d'urgence de 90 jours durant lequel les habitants sinistrés ont été temporairement relogés, le président décide subitement de mobiliser toutes les institutions de l'État pour qu'elles s'engagent dans la politique publique de la GMVV. Quasiment tous les locaux des institutions publiques sont réquisitionnés pour loger les sinistrés mais aussi pour participer à la construction des logements.
- 7 C'est dans ce contexte que l'État développe l'ambition de construire massivement. En 2012, l'Organe supérieur du logement et de l'habitat (Órgano Superior de Vivienda y Habitat, OSV) est créé pour coordonner de manière centralisée cette nouvelle politique d'État. Il est rattaché à la présidence de la République, sous la direction des gouverneurs et des maires, possède des antennes dans toutes les régions du pays. À partir de 2014, s'y ajoute la Mission Gran Mision Barrio Nuevo Barrio Tricolor (« Grande Mission Nouveau Quartier, Quartier Tricolore ») qui s'occupe de la transformation intégrale des nombreux quartiers précaires ou bidonvilles du territoire. Ces deux missions sont responsables de la planification de la production, de la sélection

des terrains, de la distribution du matériel, de l'obtention des ressources financières et de la formulation de systèmes de gestion.

- 8 En 2018, le ministère du Pouvoir populaire du Logement et de l'Habitat (Minhvi : Ministerio del Poder Popular para Hábitat y Vivienda), propose de repenser la GMVV dans une perspective d'accroissement de la production avec l'objectif de construire 5 millions de logements d'ici 2025, qui hébergeraient les trois quarts de la population vénézuélienne. Après neuf ans de production, ce choix a produit des typologies architecturales et des modèles constructifs particuliers, comme nous le verrons plus loin.

Figure . Ciudad Caribia en construction.



© Fundación Misión Habitat, 2013.

- 9 La GMVV, qui a pour but de construire rapidement des logements sociaux, s'appuie dans certains cas sur des modèles de bâtiment à structure métallique¹⁰ reposant sur une construction industrialisée, quelle que soit leur hauteur. En parallèle, pour développer sa capacité technique et opérationnelle, le gouvernement se tourne vers ses principaux partenaires internationaux : la Chine, la Russie, la Biélorussie, l'Iran, Cuba et la Turquie. En conséquence, leur coût en est plus élevé et l'obtention du produit fini dépend de l'étranger. Ce procédé exclut en effet en grande partie le savoir-faire local, par exemple en matière de maçonnerie, ou encore la participation aux travaux des futurs résidents de ces bâtiments. D'autres points constructifs témoignent de cette situation : l'utilisation d'ascenseurs demande une technologie et une gestion sophistiquées pour un tel contexte, ou encore l'utilisation de fenêtres préfabriquées de petites dimensions dont la disposition répétitive en façade traduit une faible réflexion architecturale, à laquelle il sera fait référence plus tard.
- 10 Par ailleurs, avant la mise en place de la GMVV, des maisons individuelles appelés *petrocasa*¹¹ ont été fabriquées à l'aide de pièces modulaires et panneaux de polychlorure de vinyle (PVC)¹². Leur assemblage est assez rapide et simple ; les additifs nécessaires au

mélange de PVC sont importés. Cette façon de construire des immeubles peut surprendre. Les variables environnementales pour lesquelles ce matériau peut être critiqué sont alors de fait considérées comme négligeables, et n'ont été considérées que ses caractéristiques les plus nobles, par exemple une durée de vie utile de 50 ans. Ce matériau a aussi été utilisé de façon récurrente pour les encadrements de fenêtres et de portes.

- 11 Le principe constructif de la *petrocasa* a été récupéré par la GMVV sous forme d'habitat en hauteur (dix étages et plus). Certains habitants affirment que les murs en PVC ne sont pas de vrais murs, car ils ne leur permettent pas d'accrocher des tableaux ou, pour les plus ironiques, qu'ils vivent dans un réfrigérateur. Le matériau considéré comme le plus noble ou de bonne qualité dans la perception des habitants reste toujours le parpaing, moellon gris ou brique rouge pour constituer les murs.

Des typologies architecturales banales mais variant selon les acteurs

- 12 À l'instar de la plupart des opérations d'ampleur, celles de la GMVV sont construites par des acteurs publics tels que l'État, les entreprises publiques, les entreprises privées et les acteurs sociaux organisés en « conseils communaux » ou en associations civiles. Les typologies résultantes dépendent par conséquent des acteurs concernés.
- 13 Les bâtiments les plus représentatifs relevant de l'État sont rapidement édifiés grâce à l'OPPPE (Oficina Presidencial de Planes y Proyectos Especiales, « Bureau présidentiel d'études et de projets spéciaux »). En 2013, des débats sur l'action de l'OPPPE se sont tenus au Musée national d'architecture (MUSARQ). En présence d'Atilio Villegas, maire de la municipalité Libertador les architectes Farruco Sesto et Lucas Pou Ruan font un bilan de la GMVV et de la participation de l'OPPPE :

Au moment de la crise (en 2011), nous avons dû commencer à concevoir les projets sans terrain déterminé ni variables urbaines, alors qu'en parallèle se développaient le processus de sélection des terrains, l'occupation et l'expropriation des parcelles (vacantes ou occupées par des parcs de stationnement ou des installations temporaires faciles à démolir), avec l'avancement d'une stratégie pour planifier la conception et la construction des ouvrages. Pour les bâtiments multifamiliaux d'une ou deux baies¹³, dans le centre-ville de Caracas, nous avons opté pour l'exploration de schémas typologiques qui pourraient être répétés, dans le cas de géométries de parcelles régulières qui le permettraient (architecte Farruco Sesto, 2013)¹⁴.

- 14 Selon ces architectes le principe de la construction dans les zones urbanisées de Caracas, permet d'une part de disposer d'emblée de tous les services d'électricité, d'eau potable, d'assainissement, de gaz, et d'autre part de répondre à un programme simple capable de satisfaire les besoins des habitants.

Ces bâtiments présentent un schéma de façades à l'architecture classique : base, corps central et corniche. La base est recouverte de céramique vitrifiée colorée, le corps central est très simple, peint en blanc avec des fenêtres carrées très austères et un toit qui, outre la fonction de protection des façades, est devenu par les dimensions de ses volants et ses couleurs vives un élément emblématique distinctif des logements OPPPE situés au centre de la capitale. Au fil du temps, ces bâtiments sont devenus des bâtiments emblématiques du logement que fait la révolution bolivarienne pour le peuple de Caracas (Lucas Pou Ruan, architecte, directeur de l'OPPPE, 2013)¹⁵.

- 15 Dans le propos de ces architectes, il est intéressant de souligner la manière dont le projet est décrit, et sa valorisation en relation avec l'architecture classique, malgré l'austérité architecturale. Il est également présenté comme le symbole, l'élément représentatif de l'architecture bolivarienne.
- 16 L'OPPPE a construit quantité d'immeubles GMVV dont la morphologie peu habituelle jusque-là, est en rupture avec l'habitat traditionnel. Ce sont souvent des bâtiments de dimensions importantes, des blocs qui se répètent. Fort peu ont été conçus en phase avec le contexte où ils sont insérés.

Image . Le bâtiment générique GMVV.

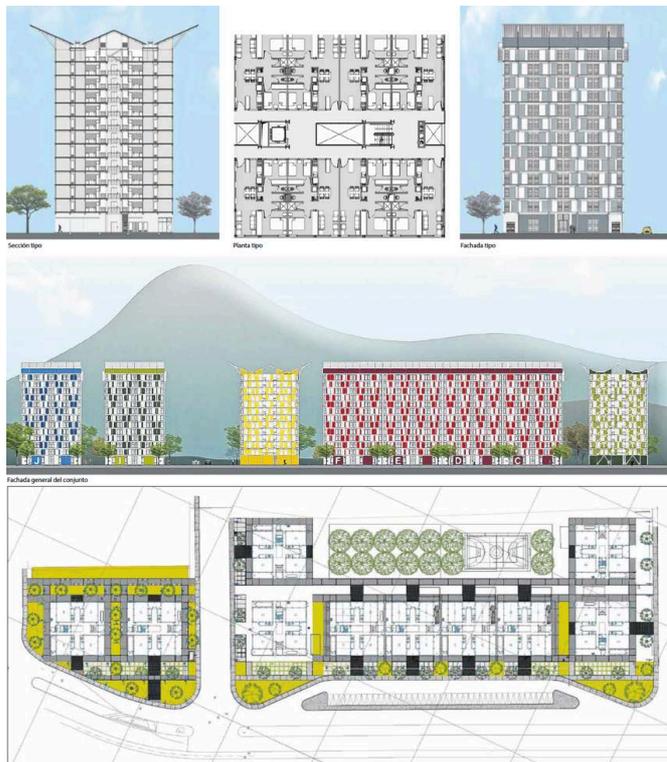


Type traditionnel/générique du bâtiment GMVV par l'OPPPE. Au-delà de la valeur que ces constructions représentent pour les centaines de familles qui en bénéficient, la forte volumétrie, les bâtiments blancs et les toutes petites fenêtres transforment l'image la ville.

© OPPPeración Ciudad. Correo del Orinoco, 2013, année 1, n 3.

- 17 L'ensemble OPPPE 51, qui peut être considéré comme une *petrocasa* à la verticale, présente certaines caractéristiques (masse, couleur, présence) qui la rendent particulièrement intéressante à analyser. Elle est construite sur la base de structures en acier préfabriquées, en l'occurrence provenant d'ateliers métallurgiques du Brésil. Cette typologie est très haute (12 étages) pour une architecture de logement social en structure métallique apparente. Les cloisons internes des appartements sont garnies de panneaux de polystyrène expansé de type sandwich, sur laquelle est projeté un enduit qui constitue la touche de finition. L'OPPPE précise que les revêtements extérieurs sont également préfabriqués avec des finitions de type plastiques colorés qui, variant d'un bâtiment à l'autre, confèrent à l'ensemble une variation chromatique du paysage urbain.

Figure . OPPPE 51 Projet. Coupes, plans et façades. Images de l'ensemble. Montalban. Caracas.



© OPPPeración Ciudad. Correo del Orinoco, année 1, n°14, 2013.

- 18 Cet ensemble est caractérisé par 10 tours de 12 étages chacune. Dans l'implantation du bâti, nous remarquons une proximité très forte entre les bâtiments entraînant des situations d'inconfort : étroitesse entre deux bâtiments et vis-à-vis des appartements.
- 19 D'après les *verbatim* des architectes issus de nos entretiens et ces deux exemples, il apparaît clairement que la réflexion au sujet de l'architecture des bâtiments a été totalement déconnectée de son inscription dans un milieu urbain. À aucun moment, il n'y a eu une planification urbaine basée sur l'inclusion de ces nouveaux édifices dans le tissu existant. Le critère retenu pour les constructions était de proposer un modèle facile à produire, alors que les terrains restaient inconnus, sans prendre en considération les variables urbaines ou de services préexistants. Nous pouvons supposer que le faible coût de ces constructions a permis la production, dans le paysage urbain du Grand Caracas, d'un modèle dominant par son nombre et par sa précarité architecturale, ce qui ouvre sur une nouvelle esthétique de la ville.
- 20 Afin de mettre en œuvre les grands projets tels que les « villes socialistes GMVV », les travaux ont été encadrés par des conventions internationales avec des sociétés étrangères : notamment avec la Chine, la Russie et la Biélorussie à Ciudad Tiuna, par exemple. Cette ville est l'exemple parfait d'un accord international et d'une union entre civils et militaires ; les terrains appartiennent à la Force armée nationale et une grande partie des militaires habitent dans le complexe. Il comprend 240 bâtiments répartis sur 146 hectares pour une planification estimée à 25 500 logements. Une « ruche » selon son surnom local.
- 21 Un autre exemple est la ville socialiste Hugo Chavez Frias, un ancien parking devenu quartier résidentiel, faisant partie d'une AVIVIR (*Áreas Vitales de Viviendas y de*

*Residencias*¹⁶). Certaines propositions architecturales excluent la planification de services publics et de voirie, en raison de leurs coûts et malgré les nécessités d'une cité résidentielle. Dans ce cadre et par le biais d'un accord international avec la Turquie, partenaire du projet, 80 plots ont été construits sur 37 hectares pour 3 800 familles.

Figure a. Création d'AREHA-AVIVIR dans l'État La Guaira. Exemple ponctuel de la construction de la ville socialiste Hugo Chávez.



En haut : à gauche en 2010 et à droite en 2018.
(Google Maps 2010-2018, intervention par l'auteure).

Figure 5b. La ville socialiste Hugo Chávez produite par des accords internationaux avec la Turquie (en violet) et à droite (en jaune), 384 logements construits par la OPPPE, État de La Guaira.



© OPPPeración Ciudad. Correo del Orinoco, année 1, n°11, 2013 (intervention de l'auteure).

- 22 En définitive, nous pouvons nous appuyer sur le propos de l'architecte Elisa Silva à l'occasion du 450^e anniversaire de Caracas dans le cadre d'un entretien avec Cheo Carvajal¹⁷. Elle y explique que

[les nouveaux urbanismes de la GMVV] ont une typologie de logements qui ne nous appartiennent pas, qui ne s'adaptent pas [au climat de Venezuela], comme dans le cas de La Guaira. [Elle] considère que le pire est son emplacement dans des zones très reculées, ce qui oblige cette population à se déplacer et à engager des dépenses quotidiennes importantes. Cela impose une inégalité à l'égard des personnes, qui

ont plus de mal à se déplacer ; ce n'est pas un moyen d'inclusion sociale, mais une exclusion des avantages et de la jouissance de la ville.

- 23 Lors de mon troisième voyage en 2017 au Venezuela à l'occasion de ce travail, trois journées d'entretiens avec différents experts (architectes et sociologues) de la Fondation du logement populaire¹⁸ (FVP) m'ont permis de collecter d'autres points de vue critiques sur le mode de production de la GMVV :

Nous venons de prendre un schéma différent qui s'est imposé au détriment de la qualité de vie des résidents de cet endroit. En contractant des entreprises étrangères, ils commettent l'erreur de ne pas tenir compte de l'emplacement. Réellement, ce furent des immeubles qu'ils auraient pu fournir en boîtes et les mettre ici. Il n'y a pas eu de vraie analyse ni d'étude de terrain.

Ce fut plus une question de quantité que de qualité.

La révolution bolivarienne a été une grande escroquerie. Participation ? Avec des maisons venues de Turquie en boîtes ?

Une participation des habitants réduite à la gestion

- 24 Le pouvoir populaire et les conseils communaux (CC) jouent un rôle actif et participatif dans les nouvelles institutions et propositions de l'État. Cependant, d'après notre enquête, leur action directe dans la production de logements et leur rôle vis-à-vis du nouvel « appareil productif » est plus lié à la gestion de l'habitat qu'à la production ou construction évoquée dans le discours gouvernemental.
- 25 La mise en place des communes a conduit la GMVV à développer deux autres organisations : l'Assemblée organisée Viviendo Venezolanos (AVV) et le Comité multifamilial de gestion (CMG). L'objectif de ces groupes communautaires est de privilégier la gestion de leur participation et d'assurer la convivialité dans les nouveaux ensembles urbains. Ils gèrent aussi les travaux de soutien aux espaces communs, les espaces intermédiaires et le contrôle de la délinquance.
- 26 Les travaux de Fundacredesa¹⁹ (2015), coordonnés par Cecilia Cariola²⁰, distinguent la *cogestion* (qui se caractérise par le fait pour les communautés de se joindre à des programmes institutionnels pour définir des projets de logement qui seront ensuite financés par l'État et mis en œuvre par les brigades de construction établies par ces communautés) et l'*autogestion* qui est caractérisée par le transfert effectué par l'État des moyens de production (financement, machines et matériaux de construction) aux communautés. Celles-ci fournissent du travail et mettent en œuvre les projets qui proviennent de ces mêmes organisations populaires. Ce mode d'autogestion se développe avec la participation de riverains au travers d'organisations telles que les camps de pionniers ou le Mouvement des occupants de bâtiments organisés du Venezuela (MOEOV)²¹, qui sont très présents à Caracas (11 des 14 camps de pionniers sont à Caracas). La cogestion est la forme la plus répandue et se concentre sur la participation du conseil communal, à travers le Plan de transformation intégrale de l'habitat (TIH) et le Programme de substitution de taudis par un logement (SUVI)²². La construction est réalisée par les brigades socialistes, entités formées de travailleurs communautaires de formation et d'assistance technique du ministère des Communes ou de la mission Ribas²³.
- 27 Ces groupes d'acteurs, dont les plus importants sont les camps de pionniers, présentent la particularité d'inciter à une politique de réduction des coûts dans la construction du logement, de libérer le foncier et de mettre l'accent sur la formation politique des

participants. Au-delà de l'autoconstruction de logements, c'est l'organisation populaire qui prime. Ce mode d'organisation rappelle le modèle innovant des *Community Land Trust*²⁴, fondé sur le principe du partage du sol. Au niveau organisationnel, chaque camp gère les ressources collectivement et planifie son habitat avec des équipes d'architectes et de professionnels engagés par la communauté. En plus de fournir leur propre travail pendant la construction, les familles prennent en charge les terres, les maisons, les espaces communs et les installations de propriété collective. Quand une famille veut quitter le camp, la contribution faite aux actifs de l'organisation est remboursée. Cette modalité évite l'absorption de ces logements par le marché immobilier spéculatif. La vente, la valeur et l'utilisation de la propriété est régie par l'organisation elle-même. Les camps de pionniers ont une forte influence sur la GMVV.

- 28 Cependant, en 2016, un des responsables du camps de pionniers, le professeur Juan Carlos Rodriguez, que j'ai interrogé dans le cadre d'un forum intitulé « Réalités et perspectives pour renforcer l'habitat communal »²⁵ explique :

Il n'a pas été facile de concilier les temps que l'État cherche à imposer. La demande de produire des logements de la GMVV à court terme représente un défi pour notre proposition autogérée et nous avons eu plus d'une fois à défendre nos rythmes de travail, qui sont nécessairement lents, impliquant des processus non seulement productifs, mais aussi organisationnels. Pour aggraver les choses, l'organisme de financement gouvernemental n'a pas brillé quant à la rapidité des différents décaissements, avec des retards pouvant aller jusqu'à six mois pour des raisons bureaucratiques, ce qui a compliqué le calendrier d'exécution. De plus, l'inflation économique et les spéculations résultant de la guerre économique contre-révolutionnaire ont entraîné une augmentation des coûts de production que nous avons souvent dû assumer.

- 29 De fait, dans les entretiens et visites de terrains, les habitants ont souvent relevé les limites de la participation dans les conseils communaux. Selon Anaïs²⁶, habitante de la ville socialiste de Ciudad Tiuna la participation est réduite aux règles de la coexistence :

Je vois une certaine difficulté, par exemple, avec le CMG (comité de gestion multi-famille) [Une nouvelle instance de gestion du pouvoir populaire qui se situe à un niveau encore plus proche des habitants] et les conseils communaux. Il y a un clash là parce que l'un prévaut plus que l'autre. Par exemple, le CMG a été créé pour gérer la tour comme si elle était une copropriété, mais avec d'autres valeurs ou principes. Alors, les conseils communaux ne sont plus pris en compte. Le CMG est plus considéré par l'institution que les conseils communaux ou le pouvoir populaire et cela ne devrait pas être comme ça. j'améliorerais la sélection des familles, en termes de règles de vie et je changerais l'organisation communautaire et les « mouvements sociaux » du quartier. (...) Nous avons seulement participé à la construction des règles de coexistence. »

- 30 Cet extrait d'entretien indique que le processus relève davantage de la coexistence que de la participation, sans implication directe dans la production urbaine. Par ailleurs il s'est formé de nouveaux groupes de résidents qui sont plus proches des habitants et qui cohabitent en parallèle avec les conseils communaux, et peuvent induire des conflits comme le montre cet entretien. En définitive, seul un faible pourcentage d'habitants participe de manière consistante à la construction.

Une difficulté d'appropriation des logements

- 31 Selon un rapport de 2011-2012 préparé par la GMVV, des conflits existent entre le personnel technique, le personnel professionnel et la main-d'œuvre qualifiée qui

participe à la construction. Mais les utilisateurs, c'est-à-dire les futurs habitants, expriment aussi un refus plus ou moins prononcé de certaines réalisations. Leurs points de vue critiques à l'égard de ces modèles de construction s'expriment dans les entretiens que nous avons menés. Certains expriment leur rejet total des panneaux de PVC ou de fibrociment, car ils sont considérés comme trop légers et de faible résistance. Ils utilisent souvent les termes de « vides » et de « creux » qui peut être liée à la peur de revivre une précarité antérieure. À ce titre, un autre point soulevé lors des entretiens est la satisfaction qu'éprouvent les habitants à voir distinctement les poutres du bâtiment, qu'elles soient en aluminium ou en acier ; cela devient même parfois une exigence. Les techniciens expliquent qu'à certains moments, ils ont dû réunir les habitants pour leur expliquer que les grandes tours de modèle plutôt classique, en béton ou avec une structure porteuse non visible, avaient toutes les qualités de stabilité, et qu'ils n'avaient rien à craindre. Toutefois, les résidents expriment souvent cette préoccupation qui peut être associée au besoin de se sentir en sécurité, dans leur lieu de vie, en particulier lorsqu'il s'agit de bâtiments de grande hauteur.

Figure . Bâtiments GMVV, construits par l'OPPPE.



La brique rouge est un matériau couramment utilisé dans l'architecture vénézuélienne à laquelle la population est habituée en termes de perception de la matière, ainsi que de sensation de chaleur propre à la terre. Elle a généralement une vitesse de détérioration plus lente que le mur peint en blanc, qui se salit dès l'achèvement des travaux.

© Yaneira Wilson, 2017-2019.

- 32 Quant à l'aspect des bâtiments, qu'ils soient revêtus de panneaux de fibrociment, préfabriqués en béton ou en PVC, la couleur blanche montre un aspect « fictif/irréel » qui n'est généralement pas appréciée par les habitants. La typologie des bâtiments de l'OPPPE se caractérise principalement par une certaine pauvreté architecturale, qui peut être atténuée par l'utilisation de briques rouges en façade, ce qui donne une certaine connotation de délicatesse et un esthétisme plutôt mieux accepté par la communauté. Bien qu'ils représentent un volume assez « lourd » dans le paysage urbain, ces édifices sont généralement moins agressifs que les volumes entièrement blancs. Dans un autre domaine, la présence de petites fenêtres fait l'objet d'un rejet de la part des habitants, qui ressentent une impression de confinement et déplorent la faiblesse de l'éclairage naturel dans les appartements. Les techniciens expliquent qu'il ne peut en être autrement, puisque ce sont des éléments préfabriqués. Finalement, il n'y pas de dialogue entre les habitants et les techniciens, bien que les premiers soient

critiques vis-à-vis des techniciens, sont dans une attitude de gratitude vis-à-vis de l'État.

De l'architecture de la révolution bolivarienne.

- 33 Dans ce mode de production, la qualité est tellement faible qu'on ne peut y déceler une typologie architecturale précise. Les typologies repérées s'expriment surtout dans le paysage urbain par leur forte reproduction. Or, l'architecture, depuis ses origines, a toujours été instrumentalisée à des fins politiques et continûment mise en avant et transformée en outil de communication²⁷. Dans *Le populisme esthétique, l'architecture comme outil identitaire*²⁸ et son texte *Bâtir la postmodernité, entre discours et images*²⁹, Ferrari éclaire sur l'usage de l'architecture comme un véritable outil de communication, qui à certaines périodes de l'histoire, ose même un « rappel à l'ordre » pour revenir au langage classique de l'architecture, et la faire revivre. Ainsi,

Le sens symbolique retrouvé de la façade, loin de permettre l'empathie renouvelée avec les masses à laquelle aspirait Robert Venturi, est instrumentalisé par des logiques de marketing. La version banalisée et commerciale de l'histoire, de la mémoire, du lieu et des racines devient un outil de séduction formidable³⁰.

- 34 Ferrari nous indique la manière dont le populaire devient populiste :

L'architecture, banalisée et simplifiée à des fins démagogiques, peut jouer un rôle décisif dans la construction de ce récit. Il s'agit du pouvoir séducteur de l'image³¹.

- 35 Dans le cas de Venezuela, cette influence discursive utilise les logements sociaux pour porter un message progouvernemental à travers l'image qui s'exprime de manière virale dans tous les paysages de la ville. Les illustrations ci-dessous donnent un exemple de la manière dont les bâtiments de la GMVV sont utilisés comme panneaux de propagande. Cette campagne fait partie de la propagande à grande échelle et de l'idéologie politique de l'État communal³².

Figure . Bâtiments de la GMVV comme panneaux de propagande.



Ces images sont extraites de la page officielle Twitter du ministère du Pouvoir populaire de l'Habitat et du Logement et du ministère du Pouvoir populaire du Transport, [en ligne]. Sur les photos, le hashtag avec l'hashtag #AquiNoSeHablaMalDeChavez, (#IciOnNeParlePasMalDeChavez) stylisé côtoie d'autres phrases telles que Chávez est respecté, les familles de la GMVV ont désormais leur propre toit ou parce que ce n'est que pendant la Révolution, et grâce à la GMVV, que des logements décentes sont garantis pour le peuple.

Crédits : à gauche @twitter.com/Minhvi_Oficial à droite @twitter.com/MPPTransporte.

Figure . L'image symbolique créatrice d'une identité particulière : les yeux de Chavez et sa signature dans le logement social.



Deux opérations de la GMVV qui montrent le « street art politique » ou « institutionnel » (les yeux de Chávez, sa signature ou le logo de la GMVV) dans les façades ou murs à l'intérieur des cités ou les alentours qui font partie de l'espace public. Ainsi, dans les types de constructions indépendantes la signature de Chavez en grand format est apposée de manière systématique sur l'une des façades aveugles du bâtiment (généralement en peinture blanche et noire sur la brique rouge ou en rouge quand les murs sont blancs). De même, les yeux de Chavez sont ajoutés dans les halls d'accès ou à l'extérieur sur l'acrotère (ou corniche selon les concepteurs du bâtiment). Dans les immeubles qui, en raison de leur composition architecturale, présentent une structure métallique qui occupe toute la façade, les symboles sont inclus dans les espaces communs ou avec une grande œuvre murale. Enfin, dans les villes socialistes, les cas mentionnés ci-dessus sont présents en plus d'un buste ou une statue de Chavez, une place, des avenues et des rues avec son nom et le logo GMVV comme point de repère à l'entrée de ces agglomérations.

© Urbanisme GMVV cité Argelia Laya³³, Caracas et GMVV *Las Bateas de Maurice*, Anzoategui Yaneira Wilson 2017.

- 36 Dès lors, dans le cadre de la GMVV, les habitations sont signées « par Chavez » et les espaces communs portent son regard. Lors de nos visites de terrain et certains habitants appellent leur logement les « maisons de Chavez ». Malgré les difficultés quotidiennes (absence de services de transport, d'eau, d'électricité...), la population reçoit ces maisons ou appartements comme un cadeau de la part du président, bien que, symboliquement, il en reste le « propriétaire³⁴ ».
- 37 En tout état de cause, suivant la logique du don et contre don expliquée par Mauss³⁵, tout est fait comme si Hugo Chávez garantissait quantité d'aide à tous les niveaux pour les plus démunis et qu'en contrepartie, les Vénézuéliens doivent faire preuve de respect et de fidélité politique. Nos enquêtes de terrain ont largement confirmé cet échange symbolique qui dépasse le simple clientélisme ou prosélytisme politique.

Conclusions

- 38 Au Venezuela, les événements climatiques de forte intensité sont récurrents, plongeant les habitants dans un état de grande vulnérabilité, y compris au niveau social. En effet, risque, désastre, et paupérisme jouent un rôle majeur dans la qualité de vie des

habitants et leur bien-être. Le sentiment de peur reste latent comme en témoignent aujourd'hui encore les habitants. Certains d'entre eux vivaient auparavant dans des logements informels qui ont été dévastés par les pluies du fait de la grande faiblesse de leur structure. Pouvoir compter sur un logement en dur élève non seulement leur niveau d'appréciation de l'habitat, mais favorise aussi leur reconnaissance vis-à-vis de l'État et leur adhésion à la politique mise en œuvre.

- 39 Le programme GMVV a débuté en 2011, dans une situation d'urgence. En 2020, neuf ans après, la construction se poursuit dans ce même climat d'urgence, c'est-à-dire sans planification globale. La situation d'urgence prolongée a entraîné une prolifération voire une invasion de groupes d'immeubles dont l'architecture manque de critères formels et esthétiques, qui ont peu de relation avec le contexte dans lequel ils s'inscrivent et qui créent même une surexploitation des services, puisque certains projets sont insérés dans des zones où la planification initiale correspondait à une plus faible densité de population. Tout cela se fait au détriment de l'habitat des résidents, mais aussi de ceux qui vivent dans leur voisinage.
- 40 Cet article, après avoir proposé d'analyser la forme des bâtiments et le paysage urbain créé par le socialisme du XXI^e siècle, confirme que l'architecture et l'urbanisme sont instrumentalisés et s'éloignent de l'innovation proposée par la révolution bolivarienne. Dans la production de logement social GMVV, l'échec idéologique semble manifeste. La production actuelle ne fait que reproduire un modèle de construction capitaliste communément répandu dans le pays avant la révolution bolivarienne. L'adaptation du mode de production pour le rendre cohérent avec le socialisme du XXI^e siècle a progressivement empêché la transformation de la société, voulue et proposée par l'État dans sa communication gouvernementale. Cette situation révèle des contradictions observées à l'échelle du territoire, des immeubles, et des appartements. On constate une faible variété typologique dans la production des opérations GMVV, avec des fortes similitudes, identifiables par leur austérité architecturale et urbaine, par leur éloignement territorial et dimensions, par la représentation symbolique-politique qu'il mobilise et prenant peu en compte les besoins de la population. Sur un plan sociologique et politique, notre recherche révèle une dynamique intéressante créée entre l'État et la population (ou un peuple complètement mythifié). Cette dernière se sent protégé par l'État en bénéficiant d'un toit et exprime donc une certaine forme de dignité. Mais il y a un revers à la médaille : l'État attend en retour une fidélité de la part du peuple. Or, il s'avère que dans sa politique du logement social, l'État choisit qui peut en bénéficier ou non, créant ainsi une nouvelle forme de privilèges.

BIBLIOGRAPHIE

Amilcar Figueroa, *¿ Reforma o revolución en América Latina ? El proceso venezolano*, dans German Rodas (coord.), *América Latina hoy, reforma o revolución ?*, Mexico, Ocean Sur, 2009.

- Beatrice Fraenkel, *La signature. Genèse d'un signe*. Paris, Gallimard (Bibliothèque des histoires), 1992.
- Cecilia Cariola (coord.), Beatriz Fernández, Beate Jungemann, *La Gran Misión Vivienda de Venezuela : Hacia un apolítica socioterritorial de vivienda : Una mirada desde Caracas Metropolitana*. Caracas : Fondo Editorial Mendez Castellano, Fundacredesa. 2015.
- Dario Azzellini, *Communes and Workers' Control in Venezuela Building 21st Century Socialism from Below*, Haymarket Books (Historical Materialism), 2017, Chicago.
- Edgardo Lander, « El Estado y las tensiones de la participación popular en Venezuela », *OSAL (CLACSO)*, Año VIII, n°22, 2007, Buenos Aires, p. 80, [en ligne] <http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/osal/osal22/D22Lander.pdf>, consulté le 27 mai 2016.
- Erik Allardt, *Tener, amar, ser : una alternativa al modelo sueco de investigación sobre el bienestar*. Dans M. Nussbaum, A. Sen (compiladores), *La calidad de vida*, México D.F., Fondo de cultura económica, 1998.
- Federico Ferrari, *Le populisme esthétique. L'architecture comme outil identitaire*, Gollion, Infolio (Archigraphy poche), 2015, 280 p.
- Federico Ferrari, *La fabrique des images, l'architecture à l'ère postmoderne, sous la direction de Federico Ferrari*, Gollion, Infolio (Archigraphy poche), 2017.
- Hugo Chávez Frías, *El Libro Azul*, Caracas, Ediciones Correo del Orinoco, 2013, p. 95.
- Iraida Vargas Arenas, Mario Sanoja, *La larga marcha hacia la Sociedad Comunal, tesis sobre el socialismo bolivariano*, Caracas, Editorial El Perro y la Rana, 2015.
- Javier Biardeau, « Del árbol de las tres raíces al socialismo bolivariano del siglo XXI ¿una nueva narrativa ideológica de emancipación ? ». *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, 2009, vol. 15, n°1, pp. 57-113, [en ligne] http://ve.scielo.org/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1315-64112009000100005&lng=en&nrm=iso, consulté le 9 décembre 2018.
- José Cheo Carvajal, *El imaginario de una ciudad completa*, Caracas, Prodavinci, 2017.
- Marcel Mauss, *Sociologie et anthropologie*, Paris, Presse Universitaire de France (Quadrige), 2013.
- Margarita Lopez Maya, « Participación y Poder Popular en Venezuela: antes y ahora », *Revista Historia*, Maracaibo, Universidad Central de Venezuela, 2012, pp. 53-77.
- Michel Foucault, *Sécurité, Territoire, Population. Cours au Collège de France (1977-1978)*. Paris, Gallimard/Seuil (Hautes Études), 2004.
- Paula Vásquez Lezama, *Le Chavisme. Un militarisme compassionnel*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme (Le (bien) commun), 2014.
- Rogelio Altez, « Más allá del desastre. Reproducción de la vulnerabilidad en el estado Vargas (Venezuela) », *Cahiers des Amériques latines*, 65, 2010, mis en ligne le 31 janvier 2013, [en ligne] <http://journals.openedition.org/cal/695>, consulté le 27 octobre 2019.
- Rogers Brubaker, « Au-delà de l'« identité » », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2001, 4 (n°139), pp. 66-85, [en ligne] DOI : 10.3917/arss.139.0066, <https://www.cairn-int.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2001-4-page-66.htm>, consulté le 15 novembre 2017.

NOTES

1. Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (ACNUR), Plan régional d'aide pour les réfugiés et les migrants (RMRP) 2020. *Plataforma regional de coordinación interinstitucional (R4V)*, [en ligne] <https://r4v.info/es/situations/platform>, consulté le 5 octobre 2020.
2. Iraida Vargas Arenas, Mario Sanoja, *La larga marcha hacia la Sociedad Comunal, tesis sobre el socialismo bolivariano*, Caracas, Editorial El Perro y la Rana, 2015.
3. Edgardo Lander, « El Estado y las tensiones de la participación popular en Venezuela », *OSAL (CLACSO)*, Año VIII, n°22, 2007, Buenos Aires, p. 80, [en ligne] <http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/osal/osal22/D22Lander.pdf>, consulté le 27 mai 2016.
4. Javier Biardeau, « Del árbol de las tres raíces al socialismo bolivariano del siglo XXI ¿ una nueva narrativa ideológica de emancipación ? », *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, 2009, vol. 15, n°1, pp. 57-113, [en ligne] http://ve.scielo.org/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1315-64112009000100005&lng=en&nrm=iso, consulté le 9 décembre 2018.
5. Paula Vásquez Lezama, *Le Chavisme. Un militarisme compassionnel*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme (Le (bien) commun), 2014.
6. « Les communes dans les zones urbaines sont généralement composées de 25 à 40 conseils communaux, et dans les zones rurales entre 6 à 10 ou 15. [...] En 2018 au Venezuela, il y a 47 514 conseils communaux qui ont créés d'en bas et 2424 communes ». Dario Azzellini, *Communes and Workers' Control in Venezuela Building 21st Century Socialism from Below*, Haymarket Books (Historical Materialism), 2017, Chicago.
7. Loi organique des communes, *Journal Officiel* n°6.011 extraordinaire, 21/12/2010.
8. La toponymie mise en place par l'État, ainsi que le processus révolutionnaire, sont caractéristiques d'une stratégie de réécriture de l'histoire et se manifeste à toutes les échelles du territoire. Dans le cas de l'État de Vargas, le nom de ce dernier a été modifié en 2019 en État La Guaira, repris d'une municipalité qui porte le même nom. Ce changement est lié à la volonté de l'État d'effacer le nom de la personnalité historique José Maria Vargas, médecin qui a inspiré le nom de cette région, et considéré comme antimilitariste par le gouvernement en place.
9. Rogelio Altez, « Más allá del desastre. Reproducción de la vulnerabilidad en el estado Vargas (Venezuela) », *Cahiers des Amériques latines*, 65, 2010, mis en ligne le 31 janvier 2013, [en ligne] <http://journals.openedition.org/cal/695>, consulté le 27 octobre 2018.
10. Le système de construction le plus conventionnel pour le logement social au Venezuela se caractérise par une structure de poteaux et de poutres en béton et par des parois généralement en briques creuses ou parfois en parpaings.
11. *Petrocasas* en production. Au Venezuela, vers 2007, la production de logements appelés *petrocasas*, de « petro » : pétrole et *casa* : maison, parfois appelés aussi *oil house* en anglais, était en plein essor. Leur particularité consistait en l'utilisation du polychlorure de vinyle (PVC) comme matériau de base pour leur fabrication.
12. Le PVC est le deuxième plastique le plus produit dans le monde. Dérivé du pétrole, il atteint actuellement un volume annuel d'environ 25 millions de tonnes. L'usage global du PVC croît à un taux de 4 à 7 % par an, et cette croissance rapide et durable ne découle pas seulement de son excellent ratio coût-bénéfice, mais aussi du fait qu'il n'y a pas d'autre matériau qui puisse être modifié par des additifs dans la même proportion que le PVC. Ce polymère peut être traité avec pratiquement toutes les technologies communes.
13. Baie : espace architectural entre deux murs porteurs, deux alignements de piliers (portiques) ou entre un mur et les piliers alignés.
14. Abner Colmenares. *La GMVV y la experiencia de la Oficina Presidencial de Planes y Proyectos Especiales (OPPE)*, Caracas, Bilan du cycle des débats au Musée d'architecture, 19/06/2013.
15. *Idem*.

16. Les AVIVIR sont des zones où l'État réorganise intégralement le territoire pour le destiner, de manière prioritaire et urgente, à la construction de logements. Sur la base de la déclaration d'AVIVIR, des terrains privés, des parkings et des usines, situés dans ces lieux sont réquisitionnés.

17. José Cheo Carvajal, *El imaginario de una ciudad completa*, Caracas. Prodavinci, 2017.

18. La Fondation logement populaire (Fundación Vivienda Popular) est une organisation privée sans but lucratif, créée en 1958, qui travaille à favoriser le développement social dans les domaines du logement et de l'habitat.

19. Fundacredesa est un centre de recherches stratégiques, assigné au ministère du Pouvoir populaire pour les communes qui réalise des études de nature pluridisciplinaire et intégrale, sur la croissance et le développement humain. Institution scientifique au service de la révolution bolivarienne, selon son texte fondateur.

20. Cecilia Cariola (Coord.), Beatriz Fernández, Beate Jungemann, *La Gran Misión Vivienda de Venezuela: Hacia un apolítica socioterritorial de vivienda: Una mirada desde Caracas Metropolitana*, Caracas, Fondo Editorial Mendez Castellano, Fundacredesa. 2015.

21. Le Movimiento de Ocupantes de Edificios Organizados de Venezuela (MOEOV) fait partie de la plateforme du Mouvement des habitants du Venezuela (Movimiento de los Pobladores de Venezuela).

22. SUVI : Sustitución de Rancho por Vivienda. Le programme Substitution de taudis par un logement est un plan imaginé au travers de la Grande Mission Logement Venezuela (GMVV), qui a pour objectif d'aider les communautés ayant les plus basses ressources économiques sur tout le territoire national.

23. La mission Ribas (du héros vénézuélien José Félix Ribas) est un programme éducatif que le gouvernement vénézuélien de Hugo Chavez a développé depuis novembre 2003 dans le but d'intégrer toutes les personnes qui n'ont pas obtenu le baccalauréat ni suivi d'études secondaires.

24. Fondation pour le partage du sol, créé dans les années 1970 aux États-Unis et présenté comme un modèle de logement social alternatif à celui classique de la propriété privée.

25. Extraits du forum « Réalités et perspectives pour renforcer l'habitat communal », auquel j'ai participé les 3, 4 et 5 août 2016, à PDVSA, La Campiña, Caracas.

26. Anais est une habitante de la ville socialiste Ciudad Tiuna, 27 ans, employée dans une association pour aider aux femmes dans la cité. Extrait d'entretien mené en 2017 à Ciudad Tiuna.

27. Federico Ferrari, *La fabrique des images, l'architecture à l'ère postmoderne*, sous la direction de Federico Ferrari, Gollion, Infolio, Collection Archigraphy poche, 2017, 208 p.

28. Federico Ferrari, *Le populisme esthétique. L'architecture comme outil identitaire*, Gollion, Infolio, Collection Archigraphy poche, 2015, 280 p.

29. *Idem.*

30. *Idem.*

31. *Idem.*

32. Margarita Lopez Maya, « Participación y Poder Popular en Venezuela: antes y ahora », *Revista Historia*, Maracaibo, Universidad Central de Venezuela, 2012, p. 53-77.

33. Argelia Laya (1926-1997), enseignante, philosophe, activiste politique et lutteuse sociale, défendit le droit de la femme à l'éducation, participant au programme « Éducation pour l'égalité » selon lequel se réalisa une éducation qui élimina le sexisme dans le processus éducatif. Figure représentative du parti communiste de Venezuela, présida le MAS (Movimiento Al Socialismo).

34. En 2011, l'État vénézuélien garantit le droit à la propriété « familiale » et « multifamiliale » des unités collectives construites dans le cadre de la GMVV. Une loi régleme le régime de propriété sur le logement, la terre et d'autres biens, en plus de la Loi organique d'urgence pour la terre et le logement. Aujourd'hui, l'idéologie chaviste propose une propriété collective, mais l'État et les habitants dans leur ensemble ne parviennent à se déconnecter de la position

classique et individualiste, voire capitaliste. L'État veut maintenir son pouvoir hiérarchique sur le territoire et sur les habitants et parallèlement, les habitants veulent un titre de propriété garantissant leur tranquillité dans leur logement.

35. Marcel Mauss, *Sociologie et anthropologie*, Paris, Presse Universitaire de France (Quadrige), 2013.

RÉSUMÉS

La « Grande Mission Logement Venezuela » (*Gran Misión Vivienda Venezuela* ou GMVV) a été créée en 2011 dans un pays en mutation depuis 1999 avec l'arrivée d'Hugo Chavez au pouvoir, et qui connaît, 21 ans après, une situation de crise généralisée. Ce programme propose la construction massive et rapide de logements destinés prioritairement aux familles touchées par une succession d'événements climatiques. L'article étudie la transformation du territoire et des villes engendrée par la GMVV, qui dépasse le cadre traditionnel d'une politique de la ville. Sont analysés le statut de la propriété, le rôle imputé à l'architecture et à l'urbanisme, le rôle de l'image produite dans ce contexte, le positionnement des habitants face à leur nouveau cadre de vie. La GMVV, fortement étayée par la communication visuelle gouvernementale, est aussi analysée comme facteur de résilience pour ses bénéficiaires, face aux traumatismes révélateurs de la vulnérabilité du territoire et des habitants. Des sentiments paradoxaux d'abandon de la part du pouvoir, mais aussi de reconnaissance d'être logé, ou de fierté à surmonter la situation de crise du pays, font partie chez les résidents des constats de cette étude.

The *Gran Misión Vivienda Venezuela* (GMVV) was created in 2011 in a country that has been undergoing constant change since 1999, when President Hugo Chavez came to power. Twenty-one years later, the country is still experiencing a situation of generalized crisis. This program proposes the rapid construction of houses on a massive scale, mainly destined for families affected by a succession of climatic events. The article studies the transformation of the territories and cities produced under the GMVV, which goes beyond the traditional city policy framework. This article also analyzes property status, the role assigned to architecture and urban planning, the role of images within this context, as well as the stances of inhabitants in the face of their new living environment. Strongly promoted by the government's official visual communication efforts, the GMVV is also analyzed as a resilience factor for its beneficiaries, in the face of trauma that reveals the vulnerability of the territory and its inhabitants. One of the conclusions of this study is that the inhabitants express a paradoxical and simultaneous feeling of abandonment by the authorities and a recognition for being sheltered, along with pride in overcoming the country's sustained situation of crises.

INDEX

Mots-clés : Image, Représentation, Politique du logement, Morphologie, Catastrophes naturelles, Marketing politique.

Keywords : Image, Housing Policies, Urban Morphology and Sociology, Natural Disasters, Political Marketing

AUTEUR

YANEIRA WILSON

Architecte, docteure en Architecture et Ville, UMR CNRS 7218 LAVUE, enseignante vacataire à l'université de Lille II, à l'ENSA La Villette, Yaneira Wilson questionne la politique du logement, la morphologie urbaine et la représentation de la ville. Dans sa thèse sur « la politique de la ville en images » encadrée par le sociologue Yankel Fijalkow, elle a cherché à comprendre de quelle manière l'État produit une esthétique singulière du logement en analysant le discours et les images produits par l'État et les aménageurs dans le processus de création du logement et l'échange de celui-ci avec les habitants. Elle utilise la sociologie visuelle pour comprendre l'impact des images que l'habitat précaire ou social apporte à l'urbanisme récent.
yaneiraw@gmail.com